



Sommaire

Editorial

Situation de la sécurité alimentaire

- ◆ Les indicateurs macro-économiques.....2
- ◆ La situation des départements.....3

Nous avons rencontré pour vous:

- ◆ OXFAM.....7

Sujet du jour

- ◆ Décote de la Gourde.....8

Matière à réflexion

- ◆ Si nous n'étions que 100 personnes.....9

Le saviez-vous?

- ◆ Activités et événements du trimestre12

Ont participé à ce numéro:

Rédaction:

Wilner ALIX
Danielle AVIN
Myrtho JOSEPH
Yolette ETIENNE (OXFAM-GB)
Douby EXANTUS
Yanick LAHENS
Gary MATHIEU

Mise en page : Wilmino JULES

Edition: CNSA • Dépôt légal # 03-05-146

Publié par la Coordination Nationale
de la Sécurité Alimentaire (CNSA)
7, Delmas 99, B.P. 1717 PAP Haïti

Tél.: (509) 257-3055, 257-6333, 257-2633
e-mail : cnsa@direcway.com

La parution de ce bulletin est rendue possible grâce à l'Union Européenne qui apporte un appui financier à la CNSA depuis 1997.

Editorial

Un peu plus de trois mois se sont écoulés depuis le premier numéro de notre Bulletin de Conjoncture. Cette période s'est développée sur une toile de fond sombre, tissée par les facéties de mauvais goût de El Niño (voir encadré # 2), par l'étau de plus en plus serré de l'inflation, par l'horizon politique bien loin de s'éclaircir.

Dans le domaine climatique, les tendances observées durant le trimestre dernier se sont accentuées avec des variantes régionales. Certains départements, après une période de sécheresse aiguë ont connu, durant le mois de janvier, des pluies abondantes qui ont gravement compromis certaines récoltes et détérioré routes et autres ouvrages. - Une mission du PAM visitant Haïti vers la fin de janvier 2003 pour s'informer de la sécheresse a été bloquée pendant plusieurs heures dans le Nord'Ouest devant une rivière en crue !! -

Aux effets destructeurs du climat s'ajoutent ceux, non moins néfastes de la dévaluation de la monnaie nationale qui avait dépassé la barre psychologique des cinquante gourdes pour un dollar en février 2003. Conséquence : hausse des prix des produits de base, des produits pétroliers et des médicaments essentiels...

Et comme si cet ensemble de facteurs n'était pas suffisant, il faut encore ajouter l'instabilité et l'attentisme issus de la situation politique.

Bref, le résultat de la combinaison de tous ces éléments augmente la vulnérabilité de l'ensemble de la population qui, désespérée, utilise des mécanismes de survie de plus en plus destructeurs à la fois pour l'environnement et pour leurs propres possibilités de survie future.

Comme promis dans le premier numéro, le bulletin comportera désormais une structure stable avec les rubriques suivantes : « Situation de la situation alimentaire », « Nous avons rencontré pour vous » et « Sujet du jour ». Ainsi, trouverez-vous dans cette édition l'analyse de quelques indicateurs macro-économiques, la présentation de la conjoncture alimentaire dans les différents départements, un examen des effets de la décote de la gourde sur l'accès à l'alimentation des ménages pauvres, en particulier des ouvriers urbains; nous avons rencontré pour vous une ONG, l'OXFAM, dans le cadre de la rubrique destinée à présenter les activités des différents acteurs de la sécurité alimentaire. Quelques nouvelles brèves et une courte rubrique « Matière à réflexion » agrémente-ront également la publication.

Très chers lecteurs, nous espérons que ce deuxième numéro de notre Bulletin de Conjoncture vous sera utile et nous comptons sur vos conseils pour l'améliorer au maximum.



Les indicateurs macro-économiques

Les indicateurs macro-économiques retenus sont ceux qui ont un impact sur la sécurité alimentaire. Nous mettrons l'accent ici, sur l'analyse évolutive et/ou comparative de ces éléments pour les six derniers mois¹. Il s'agit principalement des niveaux d'inflation affichés, des transferts privés, du taux de change, du transport et de l'évolution de prix d'un produit de base. L'analyse proprement dite met en phase :

- la moyenne des évolutions de prix des indicateurs ci-dessous pour les deux trimestres,
- l'évolution des indices de prix de ces mêmes indicateurs pour la période d'étude

Dans le cadre de ces analyses, ce sont les prix moyens de ces deux trimestres qui sont retenus ; nous avons également comparé l'évolution des prix actuels avec ceux de l'année précédente aux mêmes périodes.

NB: Le transport et la dévaluation sont des indices sur base temporelle de novembre 1996

MT1 et MT2 sont respectivement les moyennes des évolutions du premier et du deuxième trimestre

L'analyse des éléments

- Inflation

Les taux affichés en ce début d'année restent davantage moroses qu'optimistes. Le ralentissement de l'économie haïtienne se confirme. En effet, pour le trimestre octobre-décembre 2002, le taux moyen de l'inflation en glissement annuel qui était de 13.17%, est passé à 30.96% au cours du trimestre janvier-mars 2003.

- Transport

L'augmentation de l'inflation en ce début d'année n'est pas due uniquement à des causes internes. La hausse des prix des produits pétroliers sur le marché mondial et des prix à la pompe sur le marché local, a eu des répercussions significatives sur les prix des autres produits de base. Si les produits pétroliers connaissaient des prix plutôt stables d'octobre à décembre 2002, pour le trimestre de janvier-mars 2003 ils ont beaucoup fluctué. Le mois de janvier a enregistré une augmentation de plus de 60% de ces prix qui ont une nouvelle fois augmenté au mois de février 2003, jusqu'à atteindre plus de 100% par rapport au prix du mois de décembre 2002. Soulignons toutefois, que les prix à la pompe ont connu une légère baisse au cours de la deuxième quinzaine du mois de mars.

- Inflation alimentaire

La flambée des prix des produits pétroliers a aussi entraîné la hausse généralisée des prix des produits alimentaires. L'inflation alimentaire qui évoluait lentement au cours du trimestre octobre-décembre 2002, soit un taux de 13.39% en glissement annuel, a amorcé une hausse importante à partir de décembre. Elle atteint 26.31% au mois de janvier 2003, taux record, qui a des répercussions sur la structure de la consommation des ménages haïtiens. Compte tenu de l'augmentation des prix des produits de base, nous estimons qu'une part importante des ressources de la plupart des ménages à faible revenu est pratiquement consacrée à l'alimentation. Le prix du riz, par exemple, a connu une augmentation de plus de 5% pour le mois de février 2003 en comparaison à la moyenne du trimestre octo-

Tableau des principaux indicateurs

Variables	oct-02	nov-02	dec-02	MT1	Janv-03	fev-03	mars-03	MT2
Inflation(%)	11.91	12.78	14.82	13.17	28.88	33.03		30.96
Transport (nov 96 = 100)	167.14	169.7	171.63	169.49	276.58	326.56		301.57
Inf. Alimentaire (%)	11.53	12.57	16.06	13.39	26.31	28.98		27.65
Transferts privés (million de dollars)	23.11	23.42	28.97	25.17	25.34			25.34
Dévaluation (nov 96 =100)	203.03	236.09	243.01	227.38	257.54	295.58		276.56
Prix pour un dollar	31.08	36.14	37.2	34.81	39.43	45.25		42.34
Prix riz (lb)	9.62	9.77	9.91	9.77	10.17	10.29		10.23

Source: CNSA, d'après IHSI et BRH

¹ L'analyse évolutive pour le trimestre janv. - mars 2003 s'est faite en comparaison avec celle du trimestre oct. - déc 2002

bre-décembre 2002. Il s'agit cependant d'une tendance quasi stable puisqu'à la même époque l'année dernière l'augmentation de prix a été de 3.35%.

Avec la baisse du taux de change enregistrée à la fin du mois de mars on aurait pu s'attendre à une baisse de l'inflation alimentaire. Mais celle-ci n'a pas été observée sur les différents marchés.

- Transferts privés

Les transferts de la diaspora sont l'une des principales sources de devises du pays. Ils constituent non seulement une part importante du revenu d'un grand nombre de ménages pauvres, mais encore, ils aident à stabiliser la gourde. Ces transferts privés qui en octobre affichaient 23.11 millions de dollars et 23.42 en novembre, ont atteint un pic de 28.97 millions en décembre, soit une augmentation de 5 millions de dollars. Au mois de janvier, ces opérations ont diminué pour atteindre 25.34 millions. Même si une baisse des transferts est ordinairement observée à cette période, n'y aurait-il pas un effet supplémentaire apporté par la faiblesse de la gourde qui aurait incité les gens de la

diaspora à envoyer moins de devises en Haïti?

- Taux de change

Le taux de change, est très fluctuant. D'octobre à février, il y a une augmentation de plus de 45% du prix du dollar, et durant une bonne partie du mois de février, ce dollar s'échangeait à un niveau supérieur à 50 gourdes. Les augmentations de prix ont été respectivement de 5% en octobre/novembre 2002 et 15% en janvier/février 2003. Cette décote de la gourde a été à l'origine de la hausse de l'inflation générale et a surtout influencé l'inflation alimentaire. Il en résulte une augmentation de la pression sur le budget alimentaire des ménages, d'où une contraction du niveau de sécurité alimentaire de ceux-ci. L'année dernière, à cette même époque, c'est-à-dire, d'octobre 2001 à janvier 2002, le dollar était relativement stable, avoisinant les 26 gourdes.

Notons cependant qu'une baisse des taux de change a été observée depuis la deuxième quinzaine du mois de mars 2003. Cette baisse a contribué à calmer un peu les marchés financiers et a été, sans doute, à la base du recul des prix à la pompe. ■

Situation des départements

Compte tenu de l'absence actuelle des indicateurs micro, la situation des ménages ne peut être appréciée que d'une façon indirecte sur la base de variables telles que les conditions climatiques, l'état des récoltes et l'évolution des prix des produits alimentaires. Les données présentées dans cette rubrique ont été collectées à partir du système d'alerte précoce du Nord-Ouest, de l'enquête de base de la World Vision dans le Haut Plateau Central et des rapports des directions départementales du Ministère de l'Agriculture. Des images satellitaires ont été également exploitées en vue d'identifier les aires les plus affectées par la sécheresse (cf encadré no 1). L'ensemble de ces informations indiquent que durant le premier trimestre de l'année 2003 la sécheresse a affecté

presque la totalité du territoire avec toutefois des variantes régionales¹.

Cependant, si durant cette période la sécheresse a été générale dans l'ensemble du pays (comme elle l'est toujours d'ailleurs en cette période de l'année), certaines régions ont affiché des situations contrastées de sécheresse et d'inondations graves ou assez graves, notamment le Nord-Ouest et le Nord. D'autres comme le Centre, le Nord-Est, et le Sud-Est ont été uniquement frappées par une sécheresse assez importante tandis que l'Ouest, l'Artibonite et le Sud ont été touchés par une sécheresse modérée. Seule la Grand'Anse a connu une situation proche de la normale, avec cependant d'as-

Encadré No 1 • Les Cartes d'Anomalie AVHRR NDVI

Le Radiomètre Avancé à Très Haute Résolution (*AVHRR*) est un instrument imageur multi-spectral qui s'est montré précieux dans de nombreuses applications dans le monde entier. *AVHRR/3* est la dernière version embarquée à partir de *NOAA-K* sur les satellites américains et sur les satellites *Metop* d'*EUMETSAT*. Depuis ces satellites, il fournit une vue globale des nuages deux fois par jour, ainsi que de fréquentes images des surfaces terrestres et maritimes. C'est l'instrument standard pour la cartographie mondiale de la végétation à une résolution d'un km, et il observe aussi les températures de surface de la mer et l'étendue des glaces.

Les images NDVI (Normalized Difference Vegetation Index) prises par le Radiomètre fournit la mesure de la verdure et reflète la densité de chlorophylle contenue dans la couverture végétale terrestre. En général, des valeurs élevées de l'indice NDVI indiquent une plus grande densité de la végétation.

NDVI est défini par le rapport : $(NIR - RED)/(NIR + RED)$ où NIR représente la bande proche de l'infrarouge (Near-InfraRed band) et RED la bande de rouge visible. Les zones où le NDVI de la quinzaine en cours est plus élevé que la moyenne bimensuelle (1981-2001) apparaissent dans des nuances de vert tandis que les zones où le NDVI de la quinzaine en cours est inférieur à la moyenne sont présentées dans des nuances de rouge.

¹ Dans beaucoup de cas, les informations débordent le 1^{er} trimestre 2003 compte tenu de l'étroite implication des situations précédentes sur la situation actuelle.

Situation Générale dans l'ensemble du pays pour la période Janvier-Mars 2003



Les conditions climatiques et leurs effets sur la production agricole et l'élevage

La sécheresse a asséné un rude coup à la production agricole. Les pertes de récoltes sont élevées dans toutes les régions et le bétail comme les volailles n'ont pas été épargnés et ont souffert soit de maladies liées à la sécheresse soit de la rareté du fourrage et de l'accès difficile à l'eau d'abreuvement. Cependant, bien que les pertes de récolte soient globalement assez élevées, elles varient d'une culture et d'une région à l'autre.

Comme conséquence de cette situation, les prix des denrées alimentaires ont connu une hausse considérable au cours du premier trimestre 2003. Les produits de base telles que les céréales, les légumineuses et l'huile comestible ont subi des augmentations allant de 50% à plus de 100% dans presque tous les départements géographiques. Le climat constitue un facteur de tout premier ordre dans cette flambée des prix au niveau des différentes communes. Cependant, il faut reconnaître que l'augmentation des prix des produits pétroliers et d'autres produits importés a porté les producteurs agricoles à ajuster les prix de leurs denrées.

Le Nord-Ouest est sans conteste la région la plus touchée par cette vague de sécheresse. Depuis 2001 le faible niveau de pluviométrie dans ce département était particulièrement alarmant. En 2002 la situation ne s'est guère améliorée et les précipitations atteignaient à peine 70% de la moyenne de la zone pour les périodes considérées. Depuis le mois de novembre 2002 la région connaît une période particulièrement aiguë de sécheresse et jusqu'à la fin du mois de mars 2003, la situation a continué dans l'ensemble à se détériorer. Il faut noter que durant le mois de janvier 2003 la région a connu une pluviométrie élevée qui a provoqué des inondations importantes dans certaines localités. Les pluviomètres ont enregistré au cours de la dernière décennie du mois de janvier 2003 de 180mm de pluie à Bouvard (Port-de-Paix) à 360mm de pluie à La Montagne (Jean-Rabel). Dans la région de Port-de-Paix, les routes ont été fortement endommagées. Signalons également que depuis toujours c'est la région dénommée Far-West qui a toujours été la plus affectée par la sécheresse.

Tout particulièrement dans la partie occidentale de ce département, les agriculteurs ont déjà perdu plus de quatre saisons agricoles, soit parce que les semis n'ont pu avoir lieu compte tenu de la faiblesse des précipitations, soit que les pluies n'ont pas été suffisantes pen-

dant la phase de croissance. Cette situation a entraîné une aggravation de la misère et accéléré le processus de dégradation de l'environnement, le charbon de bois étant devenu la principale source de revenus des ménages. Pour ce qui est du bétail, signalons qu'après une baisse de la grippe équine et du New Castle (maladie touchant la volaille) dans le Nord-Ouest au cours du mois de janvier, une certaine recrudescence de ces maladies a été signalée en février (News, février 2003).

La disponibilité alimentaire, en dépit de l'aide humanitaire, affiche un niveau très bas dans le Nord-Ouest. Les denrées sont très chères et inaccessibles à la grande majorité des ménages.

Le Nord a été aussi frappé par la sécheresse au premier trimestre 2003 mais dans une moindre mesure. En revanche des inondations importantes ont été enregistrées. Selon la Direction départementale du Nord, quinze communes du département auraient subi des dommages importants et plus d'un millier de têtes de bétail et plusieurs centaines d'hectares de plantations de bananes, de haricots et de maïs ont été détruites par les eaux en furie. Les communes de Grande Rivière du Nord, de Limonade et de l'Acul du Nord ont été les plus affectées.

La sécheresse a entraîné des pertes de récoltes dans toutes les communes du département. A Grande Rivière du Nord elles sont estimées à plus de 80%; elles se situent autour de 50% à Ranquette, Acul du Nord, Limonade, Quartier Morin, Pignon et la Victoire. Les dégâts sont moins importants dans les autres communes et varient entre 20 et 35%. La sécheresse a aussi entraîné l'amaigrissement des animaux par suite d'une pénurie de fourrage. Des cas de mortalité du bétail ont même été enregistrés à la Grande Rivière du Nord, Dondon, La Victoire et Pignon. Dans certaines localités, il devient de plus en plus difficile de faire abreuver le cheptel, la plupart des points d'eau étant asséchés.

Dans le **Haut Plateau Central**, la sécheresse s'est accentuée à partir de novembre 2002 jusqu'au premier trimestre 2003, les premières pluies n'ayant été enregistrées qu'en mars. Toutes les communes de la région sont frappées par la sécheresse à l'exception de Maïssade. En revanche, la situation semble moins préoccupante dans le Bas Plateau.

Dans le Plateau Central, la World Vision atteste que dans les communes de Thomonde, Cerca Cavajal, Cerca la Source et Thomassique, les agriculteurs avaient perdu les récoltes de juillet et décembre 2002 respectivement à 80 et 70%. Signalons pour cette région, une morbidité élevée chez les chevaux et les ânes, due à des infections respiratoires. Compte tenu de la carence des produits alimentaires, World Vision prévoyait, dans son

rapport d'évaluation rapide de décembre 2002, que la prochaine saison agricole dans le Haut Plateau Central risque d'être compromise par suite de la pénurie de semences.

Dans le **Nord-Est**, les dernières pluies remontent à novembre 2002 et dans l'ensemble, toutes les communes sont touchées par la sécheresse et ont enregistré des pertes totales de récoltes de haricots et de céréales. Même les cultures résistantes à la sécheresse, tels le pois inconnu et l'arachide, ont connu des baisses de production de l'ordre de 30 à 40%.

Pour ces trois dernières régions, les réserves alimentaires sont épuisées, la disponibilité alimentaire est à son plus bas niveau. Ce qui place les ménages dans une situation d'extrême précarité et d'extrême vulnérabilité.

Dans le **Sud-Est**, La pluviométrie a été très faible, comme le confirme les images NDVI (normalized difference vegetation index), et c'est la zone côtière qui est la plus affectée. Marigot, Cotes de Fer et La Vallée de Jacmel dans le Sud-Est ont enregistré des pertes de récoltes estimées à près de 50%. Le bétail dans cette région a été aussi affecté par la sécheresse.

Dans l'Ouest, les informations permettent de dire que, malgré un système pluvial faible, la détérioration a été modérée par rapport à d'autres régions. Toutefois, il faut signaler que la Gonave et Thomazeau ont été particulièrement affectées dans l'Ouest, et les pertes de récoltes s'élèvent là aussi à près de 60%

La sécheresse dans l'**Artibonite** s'est accentuée depuis le dernier trimestre 2002. Cependant, on a constaté le retour des premières pluies à la fin du mois de mars 2003.

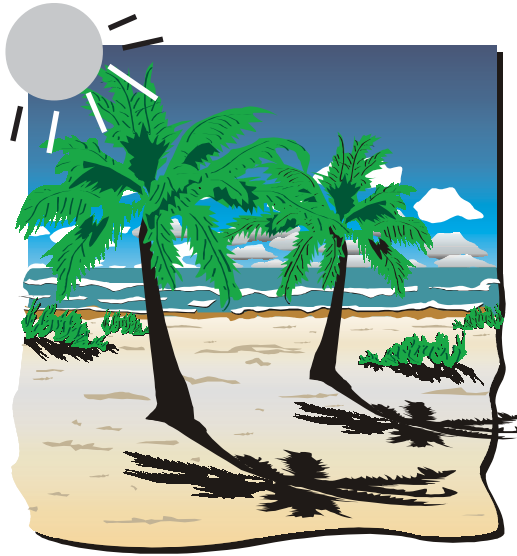
Les pertes au niveau des récoltes sont également élevées dans le Haut Artibonite dans les communes de Terre-Neuve, Anse-Rouge, Marmelade et Ennery où elles avoisinent les 60%. Les populations rencontrent aussi de grandes difficultés avec le bétail.

Dans le **Sud**, jusqu'en janvier 2003, la pluviométrie était assez bonne, mais depuis, les pluies ont beaucoup diminué dans de nombreuses localités. C'est la côte et les régions montagneuses qui semblent avoir été les plus affectées, contrairement aux plaines irriguées. On y avait enregistré une bonne production agricole en 2002. Elle promet encore d'être satisfaisante dans les plaines irriguées pour la campagne de printemps 2003. En revanche, avec la sécheresse plus accentuée en montagne, les activités agricoles sont au ralenti dans ces zones, ce qui laisse augurer une mauvaise récolte d'haricots pour la campagne du printemps.



La Grand'Anse est la seule région à présenter une situation plus ou moins proche de la normale selon les images NDVI, sauf pour certaines poches spécifiques. Cependant, le Comité Départemental de Gestion des Risques et de Désastres de la Grand'Anse signale que des ménages dont le nombre dépasse la centaine sont sinistrés dans les communes de Jérémie, de Corail et de Roseaux suite à de fortes inondations.

Bien que les images satellitaires montrent que cette région a été moins affectée que les autres, les rapports font état d'impacts négatifs de la sécheresse sur l'agriculture, particulièrement en montagne, où la culture du haricot a été perdue à environ 75% lors de la dernière campagne de 2002. La campagne de mars 2003 ne connaîtra pas davantage de succès. A peine 50% des terres sont emblavées et les récoltes ne s'annoncent pas prometteuses.



Les interventions de secours

Les paysans dans leur généralité sont extrêmement vulnérables et surtout impuissants. Ils ne disposent que de maigres ressources et sont incapables de résister aux effets dévastateurs de longues sécheresses. Diverses institutions étatiques et internationales ont mis sur pied un train de mesures en vue d'apporter une réponse appropriée à cette situation alarmante. Certaines mesures visent à répondre à l'urgence tandis que d'autres actions sont menées soit dans un but de réhabilitation soit dans le cadre d'une stratégie à plus long terme. Bien que les approches varient d'une institution à l'autre, certaines ont fait front commun pour l'objectif principal de réduction de l'insécurité alimentaire des populations des régions susmentionnées.

• Les mesures d'urgence

La DPC et le PAM ont mené des actions de ce type. La DPC (Direction de la Protection Civile du Ministère de l'Intérieur) a, par exemple, identifié et ciblé les sinistrés qui ont reçu un viatique leur permettant de satisfaire certains besoins immédiats, tandis que le PAM a distribué des aliments aux sinistrés dans le Nord. Dans le Nord-Ouest, la CARE, l'ANOSA et le PAM sont les principaux intervenants. Parallèlement à son programme régulier, la CARE a alloué gratuitement des rations de produits alimentaires à des ménages en difficulté. Un total de 21000 personnes ont reçu 4320 TM d'aliments d'octobre 2002 à mars 2003. La ration devrait leur permet-

tre de couvrir respectivement 47% et 87% de leurs besoins en calories et protéines. La CARE a reçu un financement de l'USAID et un apport de 320TM de produits alimentaires du PAM pour exécuter ce programme.

• Les actions de réhabilitation

L'ANOSA intervient dans les communes de Baie de Henne et de Jean Rabel, en vue de réhabiliter les routes agricoles. Les travailleurs reçoivent une ration alimentaire contre leur force de travail. Ce programme a duré de janvier à mars 2003.

• Les actions à plus long terme

Le PAM prépare pour le Nord-Ouest un programme qui comprend trois volets : prévention nutritionnelle, assistance aux familles qui ont adopté des orphelins et nourriture contre travail pour la réhabilitation de pistes agricoles et la construction de latrines. Ce programme qui débutera en avril 2003 durera 9 mois et coûtera trois millions de dollars américains.

Dans le Plateau Central, la World Vision a initié un programme spécial pour venir en aide aux familles les plus défavorisées des communes frappées par la sécheresse sur une durée de quatre mois. Il vise la satisfaction des besoins alimentaires immédiats de 6000 familles jusqu'à la prochaine récolte de juillet et la mise à disposition de semences pour la campagne agricole de printemps 2003. 1432 TM d'aliments et 126 TM de semences seront distribués pendant cette période. Les bénéficiaires de ce programme participeront en contrepartie à l'amélioration des routes agricoles. Le PAM et l'USAID sont les principaux bailleurs de ce programme.

En conclusion...

La situation alimentaire devient de plus en plus préoccupante dans de nombreuses régions du pays. Rappelons que l'activité agricole demeure la principale source de revenus des ménages en milieu rural dans une agriculture à dominante pluviale. Compte tenu de la faible productivité de cette agriculture il suffit de la perte d'une saison agricole pour que frappe la disette. Le phénomène El Nino perdure et a sans nul doute affecté la première campagne agricole de 2003. (voir encadré no 2). La sécheresse se prolonge et continue d'entraver la poursuite des activités agricoles et de mettre en péril la survie des animaux, faute de fourrage et d'eau. Même dans les régions où les ménages ont commencé à recevoir de l'aide, la situation continue de se détériorer. Les prix sur les marchés ne cessent d'augmenter, ce qui rend

les produits alimentaires de plus en plus inaccessibles à la grande majorité des populations. La population active migre vers les villes et la République Domini-

caine. Globalement, le fossé entre les besoins de la population et la disponibilité alimentaire ne cesse de se creuser.

Encadré No 2: El Nino

El Niño, phénomène climatique du nom de l'enfant Jésus, se caractérise par un réchauffement des eaux de la surface de la mer dans le Pacifique équatorial, au large des côtes du Pérou et de l'Équateur. Ce phénomène se produit autour de la fête de Noël et continue pendant quelques mois. Parfois, le courant anormalement chaud paralyse la pêche et affecte les conditions climatiques à la surface du globe sur une durée d'un ou de deux ans de façon irrégulière. On a compté neuf "El Niño" au cours des quarante dernières années. Au cours des épisodes les plus marqués, le réchauffement s'étend sur une grande surface allant du Pacifique oriental au Pacifique central et déclenche des réactions en chaîne responsables des changements atmosphériques autour du globe incluant soit des températures extrêmes, des sécheresses prolongées ou des inondations pendant tout le cycle de vie de "El Niño". Un autre phénomène d'importance provoqué par El Niño est l'affaiblissement des vents alizés qui sont normalement réguliers et sûrs dans les régions subtropicales et qui contribuent au maintien d'une bonne pluviométrie dans de nombreuses régions d'Haïti, particulièrement sur les versants montagneux directement exposés à ces vents. Enfin, les saisons cycloniques tendent à être moins violentes dans une année "El Niño".

Nous avons rencontré pour vous :



OXFAM

Oxfam intervient en Haïti depuis 1976 dans le domaine du développement et de l'urgence. Actuellement ses activités sont coordonnées entre les différentes Oxfam (Grande Bretagne, Intermon, Novib, Québec, Solidarité) à travers le Fonds des Programmes de Développement des Oxfam en Haïti (FPDOH). Elles élaborent un cadre programmatique conjoint sur trois ans.

Les objectifs stratégiques de changements (OSC) adoptés par les Oxfam sont :

1. Le droit à un milieu de vie durable ;
2. Le droit à des services sociaux de base ;
3. Le droit à la vie et à la sécurité ;
4. Le droit à être écouté : citoyenneté sociale et politique ;
5. Le droit à l'équité de genre et à la diversité.

La prise en compte de l'aspect genre et de l'environnement sont transversales à toutes les interventions conduites par nos partenaires.



Les programmes sur la sécurité alimentaire sont approchés en OSC 1, ils sont conduits par les partenaires d'Oxfam dans les départements du Nord, Nord – Est, Artibonite, Nord – Ouest, Ouest, Nippes et le Sud – Est.

Les principaux secteurs abordés concernent les filières agricoles avec une emphase sur les petits producteurs et plus particulièrement les femmes.

Les principaux programmes conduits sont :

- L'appui au système caféier dans le Nord et le Nord Est avec RECOCARNO. Cette union de 7 coopératives exportent du café lavé à travers le Marché Equitable. Un appui important de la Commission européenne et du STABEX a été obtenu. Les actions de plaidoyer sont conduites avec les principaux acteurs de la filière et elles ont permis d'aboutir à la création d'un organisme public autonome, l'Institut National du Café ;

- La transformation du lait en yaourt dans le Nord et le Nord – Est avec VETERIMED et les associations des producteurs de lait;

- L'accès au crédit pour environ 2000 femmes regroupées dans des banques communautaires encadrées par COD/EMH avec une composante d'éducation non formelle pour les membres ;

- L'appui à la filière du riz dans l'Artibonite à travers le réseau de 7 associations de petits producteurs, RACPABA, principalement pour la transformation du riz en vue de sa commercialisation ;

- L'Association ENH-PRESTEN impliquée dans la protection de l'environnement reçoit un appui d'Oxfam pour encadrer ses membres dans la transformation des céréales, le stockage des grains et la formation dans les cultures de rentes dans les départements du Sud-Est et de l'Ouest ;

- La PAPDA mène un plaidoyer axé sur la souveraineté alimentaire au niveau national avec des interventions à la base dans le Nord-Ouest et le Sud-Est ;

- Dans les Nippes avec le MARNDR et l'ACDI, un programme d'agro – foresterie avec une forte composante de gouvernance locale est menée dans la commune de Petite – Rivière.

- A partir du troisième trimestre de l'année 2003 un programme de trois ans avec des composantes sur la filière du manioc, l'élevage, la sensibilisation sur la sécurité alimentaire sera menée conjointement avec VETERIMED, ENH – PRESTEN, PAPDA dans les départements du Nord – Est et du Sud – Est. L'appui financier de la Commission européenne dans la ligne budgétaire « Sécurité Alimentaire » a été sollicité.

Oxfam est aussi consciente des risques liés aux désastres naturels et anthropiques pour les populations ciblées dans ces programmes. L'institution a mené des études sur les risques et vulnérabilités des populations des différentes régions d'Haïti et l'objectif principal de ce travail est de présenter :

- Une analyse des menaces et des vulnérabilités ;
- Un état des capacités de réponse actuellement discernables ;
- Une analyse des risques et leur hiérarchisation.

Le livre « cartes et étude de risques, de la vulnérabilité et des capacités de réponse en Haïti » est un premier document qui devra être approfondi et amélioré. Une série de cartes illustrant les niveaux de risques et les capacités existantes présente la situation au niveau des départements, des cartes à échelle communale seront produites dans une deuxième étape. Le document représente un outil pour Oxfam et les différentes institutions (gouvernementales et non gouvernementales) afin de mieux se préparer et de prendre les décisions appropriées en cas de situation d'urgence. Cette étude facilitera la prise en compte de la gestion des risques et désastres dans les programmes de développement plus particulièrement ceux sur la sécurité alimentaire.

Le livre sera disponible au grand public le 8 mai prochain, une présentation aura lieu à l'hôtel Montana dans la matinée et au Forum Libre du Jeudi à l'hôtel le Plaza dans l'après-midi.

Sujet du jour



Décote de la gourde

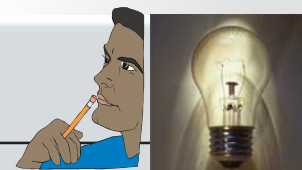
Son impact sur la sécurité alimentaire

Deux facteurs déterminent actuellement en Haïti le niveau de la sécurité alimentaire : la disponibilité des produits alimentaires et leur accessibilité. La disponibilité est assurée par la production locale, par les importations commerciales et le recours à l'aide alimentaire. Plus le déficit au niveau de la production alimentaire est grand plus le volume d'importation augmente; ce qui entraîne un accroissement des besoins en devises étrangères. L'État a pour mission de mettre en place une politique économique susceptible non seulement de garantir la disponibilité de ces produits mais encore créer les conditions optimales pour que les ménages puissent y avoir accès.

La crise née des élections du mois de mai 2000 a créé un climat d'incertitude guère propice aux investissements et a entraîné le blocage de l'aide externe. Il en est résulté un déficit budgétaire important, une forte érosion des réserves en devises et la dépréciation accélérée de la monnaie nationale. Ce déséquilibre des finances publiques alimente à son tour la hausse du niveau général des prix, notamment ceux des produits alimentaires.

La décote de la gourde et l'inflation qu'elle entraîne diminuent le pouvoir d'achat des ménages et a un impact négatif indéniable sur la sécurité alimentaire. Les ménages les plus frappés sont surtout les ménages agricoles dont la production ne suffit pas pour couvrir leurs besoins de consommation, les ouvriers des manufactures dont les salaires sont bas et les pauvres urbains. Car

Matière à réflexion



Si nous n'étions que 100 personnes...

Si on pouvait réduire la population du monde en un village de 100 personnes tout en maintenant les proportions de tous les peuples existants sur la Terre, ce village serait ainsi composé :

- 57 asiatiques
- 21 européens
- 14 américains (Nord, Centre, Sud)
- 8 africains

Il y aurait :

- 52 femmes et 48 hommes
- 30 blancs et 70 non blancs
- 30 chrétiens et 70 non chrétiens
- 89 hétérosexuels et 11 homosexuels
- 6 personnes possèderaient 59 % de la richesse totale et tous seraient originaires des USA

- 80 vivraient dans de mauvaises maisons
- 70 seraient analphabètes
- **50 souffriraient de malnutrition**
- 1 serait en train de mourir
- 1 serait en train de naître
- 1 possèderait un ordinateur
- 1 aurait un diplôme universitaire



les familles les plus pauvres dépensent pour leur nourriture une part plus grande de leur revenu que les familles aisées.

Notre propos dans cet article est d'examiner l'influence à court terme de la décote de la gourde, au cours de la période d'octobre 2002 à mars 2003, sur la sécurité alimentaire des ménages vivant dans des conditions précaires.

Une gourde en chute libre et une inflation générale en hausse

L'inflation traduit un mouvement général et cumulatif de hausse des prix et de variations du taux de change qui, lorsque ces éléments sont à la hausse, entraînent l'inflation générale et du coup l'inflation alimentaire, surtout lorsqu'une bonne partie de la demande interne est couverte par les importations. La dépréciation de la monnaie accélère l'inflation et augmente à la fois le coût des importations et le coût des services nationaux ayant une composante importée.

La période allant d'octobre 2002 à mars 2003 se caractérise par une décote accélérée de la gourde. Il s'en suit une augmentation de plus de 45% du prix du dollar qui a franchi le 11 février 2003 la barre psychologique de 50 gourdes pour un dollar. Cette augmentation a entraîné une accélération de l'inflation

Croissance du prix du dollar et inflation générale pour la période d'octobre 2002 à mars 2003

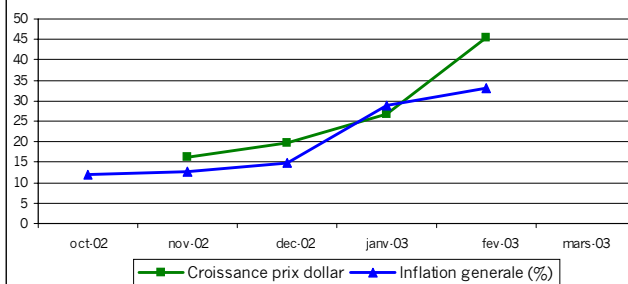


fig.:1, source: BRH, IHSI, Synthèse CNSA

dans le pays, si bien que le taux d'inflation qui était de 11,91% en octobre 2002 a atteint, en février 2003, 33,03%. L'appréciation du dollar par rapport à la gourde a des incidences directes sur le niveau général des prix, ce qui contribue à accroître la vulnérabilité des ménages.

L'inflation générale dans le sillage de l'inflation alimentaire

L'alimentation, de par sa contribution de plus de 50% à l'indice général des prix, peut expliquer en partie l'inflation. L'étude des variations de prix occupe une place centrale dans l'analyse des conditions macro-économiques.

ques. Les indices de prix à la consommation (IPC) en sont un des principaux indicateurs. Il suit de près l'IPCA (indices des prix à la consommation alimentaire). Le graphique ci-après montre une étroite corrélation ($R= 99\%$, selon l'équation de la régression suivante: $\text{Inflation Alimentaire} = 2.246 + 0.841 \text{ Inf.}$) qui traduit une dépendance totale de l'inflation générale par rapport à l'inflation alimentaire. D'où l'accroissement de la part du revenu consacrée à l'alimentation des ménages.

D'octobre à décembre 2002, l'inflation alimentaire évoluait au même rythme que l'inflation générale. Mais, à partir de décembre 2002, celle-ci a connu une croissance plus rapide.

• **Influence de l'inflation sur la structure de la consommation des ménages :**

Etudes de cas.

La structure de la consommation d'un ouvrier de la sous-traitance (voir tableau ci-dessous) montre comment l'inflation peut bouleverser le budget des ménages et les rendre plus vulnérables à l'insécurité alimentaire. Ce groupe est assez représentatif, car il représentait en 1999, selon l'Enquête Budget et Consom-

Ce groupe subit très fortement l'augmentation des prix des produits pétroliers car il consacre 23% de son revenu au paiement de son transport, alors que ce secteur occupait 8% de ses dépenses en 2002. Cette situation est pire pour les ouvriers qui habitent la zone de Carrefour car, dans ce cas, l'ouvrier consacre 45% de

Structure de la consommation d'un ouvrier de la sous-traitance

LES SECTEURS	Dépenses avant janvier 2003 (HTG)		Dépenses à partir de janvier 2003 (HTG)	
	Montant	Pourcentage	Montant	Pourcentage
Alimentation	1350	67%	1450	72%
Transport	160	8%	450	23%
Logement Santé Education	490	25%	100	5%

son budget aux frais de transport et n'arrivera pas à couvrir ses besoins alimentaires. Les dépenses pour l'alimentation et le transport sont incompressibles et sans substitution possible, contrairement aux dépenses de santé et d'éducation.

La situation est beaucoup plus grave pour les apprentis/ouvriers qui perçoivent strictement le salaire minimum de 36 gourdes par jour (ils représentaient 30% de l'ensemble des ouvriers en 2000). L'apprenti/ouvrier fait face à des frais de transport qui représentent 45% de son budget et ne couvre qu'une partie de ses besoins alimentaires. Pour le reste, frais de santé et de logement, il s'en remettra à la solidarité familiale et aux transferts privés.

Le ralentissement des activités économiques et la forte inflation ont des incidences sur le budget et la consommation des ménages. Au cours de la période considérée, octobre 2002- mars 2003, on devrait constater un recul de la demande interne car la consommation des ménages a sans

doute connu une certaine contraction, tendance amorcée depuis 2002 où la consommation des ménages a chuté de 1,4% (IHSI : Les Comptes Economiques en 2002).

• **Conséquences de l'inflation sur certains prix alimentaires**

Prix des principaux produits pour la période étudiée

Du trimestre octobre/décembre 2002 au trimestre janvier/mars 2003, les prix à la consommation des principaux produits alimentaires affichaient une tendance à la hausse: plus de 18% d'augmentation pour le pain, 20% pour l'huile comestible, 13% pour le maïs Ces augmentations ont été observées à la suite de la hausse des prix des produits pétroliers sur le marché local au mois de janvier 2003, alors que les tendances pour tous

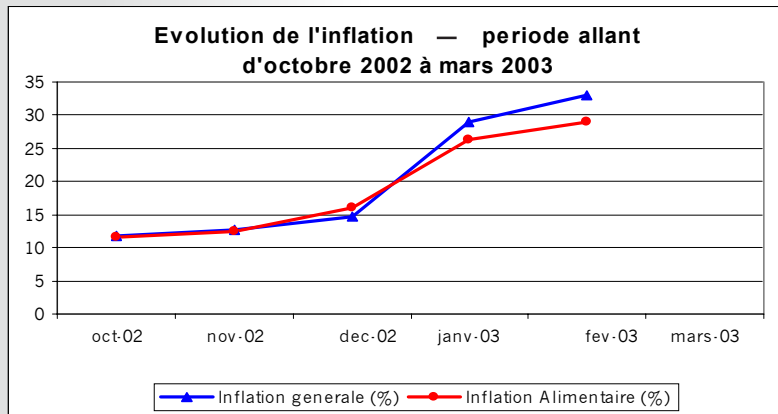


fig.: 2, Source : Synthèse CNSA, d'après IHSI et BRH • $R= 99\%$, selon l'équation de la régression suivante: $\text{Inflation Alimentaire} = 2.246 + 0.841 \text{ Inf.}$

mation des Ménages (EBCM 1999-2000), 49% de la population économiquement active de l'aire métropolitaine.

A partir des informations recueillies auprès de certaines manufactures de Port-au-Prince, nous avons dressé le profil de la structure de la consommation des ouvriers:

Avec un revenu moyen de 2 000 gourdes par mois, un ouvrier de manufacture vivant à Port-au-Prince consacrait 67% de son revenu à des dépenses alimentaires avant janvier 2003 et 72% à partir de janvier 2003. Les dépenses alimentaires sont donc en augmentation. De plus l'augmentation des prix du pétrole se répercutant sur l'ensemble de l'économie, cette inflation importée entraîne la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation des prix alimentaires.

ces produits avaient été relativement stables l'année précédente à la même époque : les prix du riz, du maïs, de la banane se situaient respectivement autour de 8.76, 5.65 et 3.34 gourdes/lb.

À ce facteur, il faut ajouter:

- L'inflation monétaire car les agents économiques anticipent toujours une dépréciation de la monnaie
- L'inflation par la demande, car nous importons beaucoup pour nourrir une population en augmentation.

MT1 et MT2 sont respectivement les moyennes des deux trimestres.

Produits	oct-02	Nov-02	dec-02	MT1	janv-03	fev-03	mars-03	MT2	Croissance
Riz (lb)	9.62	9.77	9.61	9.67	10.71	10.29		10.5	7.94%
Mais Moulu (lb)	5.83	5.88	5.97	5.89	6.73	6.82		6.775	13.01%
Pain(lb)	8.50	8.89	9.39	8.93	10.83	11.11		10.97	18.63%
Banane (lb)	4.17	3.91	4.09	4.06	4.47	4.5		4.485	9.55%
Huile (gallon)	99.96	111.20	117.84	109.65	126.56	148.31		137.435	20.21%
Pois Sec (lb)	14.26	14.00	14.25	14.17	15.7	15.96		15.83	10.49%

Sources: CNSA (sur la base d'un revenu moyen de 2000 gourdes par mois payé par les principales manufactures de l'aire métropolitaine: AGC, HAITEC, ALLIANCE...)

Cette inflation n'est pas sans conséquence sur les différentes classes de la population car elle ronge l'épargne et érode certains patrimoines. Elle aboutit à une redistribution insidieuse du revenu national sans que les intéressés ne s'en aperçoivent. Les pauvres deviennent plus vulnérables. Ils le seront encore plus si rien n'est fait pour juguler la crise et augmenter la production nationale.

Conséquences sur le comportement des consommateurs.

De ce constat, l'on comprend l'affaiblissement du pouvoir d'achat des ménages. Parmi les plus vulnérables se trouvent les familles agricoles dont la production ne suf-



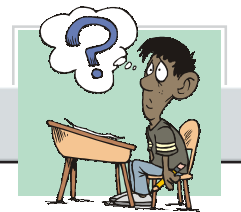
fit pas pour couvrir leurs besoins de consommation, les ouvriers occasionnels dont les salaires sont bas et les pauvres en milieu rural. Survivre dans ces conditions placerait ces vulnérables devant l'une ou l'autre des possibilités suivantes:

- consommer des produits alimentaires moins onéreux, ou même réduire la consommation (diminution du nombre de repas, consommation de rues, achat de produits sans valeur, substitution des céréales en tubercules...), ce qui peut entraîner des déficits proteocaloriques énormes ainsi qu'une augmentation des carences micro-nutritionnelles ;
- réduire ou renoncer à certaines dépenses, d'où une contraction de la demande ;
- emprunter de l'argent, utiliser l'épargne, procéder au processus de décapitalisation, ce qui équivaut à hypothéquer l'avenir pour survivre à court terme ;
- attendre les transferts de l'étranger ou s'appuyer sur les liens de solidarité familiale ;
- émigrer.

Les perspectives dans le court et le moyen terme

Les perspectives économiques pour les trimestres à venir sont encore plus moroses, car les agents économiques anticipent les rumeurs politiques. Le gel prolongé de l'aide internationale au développement, conséquence de la crise politique persistante, n'annonce pas une reprise prochaine des activités économiques. Entre temps, des groupes entiers de la population active s'enlisent d'avantage dans un marasme économique qui les rend de plus en plus pauvres, donc plus vulnérables à l'insécurité alimentaire.

Le saviez-vous?



- Le gouvernement japonais a remis aux autorités haïtiennes, le 17 février 2003, une cargaison de 10.246 tonnes métriques de riz dans le cadre du programme d'aide alimentaire (KR) pour l'année fiscale 2001. Cette aide correspond au montant de 300 millions de yens, soit l'équivalent de 2,8 millions de dollars des Etats-Unis d'Amérique. L'aide sera monétisée et devrait stabiliser le prix du riz sur le marché local. L'argent de contrepartie contribuera à la réalisation de plusieurs projets de développement.

- Dans le cadre de son intervention dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'Union Européenne vient d'accorder à Haïti une aide directe de 5,5 millions • pour un appui au filet social, à la production agricole et au renforcement de la gouvernance. Au titre de l'aide indirecte en espèces mise en œuvre par les ONG et dans le cadre du dernier appel à propositions sécurité alimentaire ouvert à celles-ci, une enveloppe de 4 millions • a été allouée pour Haïti. L'évaluation des offres est en cours et le démarrage des projets est prévu pour fin 2003.

- La Représentation du PNUD en Haïti a lancé officiellement, le mardi 11 mars 2003, sa revue an-

nuelle intitulée "La situation économique et sociale d'Haïti". Les principaux faits saillants qui ont marqué le pays sur les plans économique et social au cours de l'année écoulée sont analysés.

- Le Fonds d'Assistance Economique et Sociale, le FAES, vient de mettre en exécution un nouveau programme de lutte contre la pauvreté en milieu rural, le PAIP ou Programme d'Appui aux Initiatives Productives en Milieu Rural. Conçu et mis en œuvre par le gouvernement haïtien avec l'appui technique du FIDA, le PAIP est doté d'un budget de 28 millions de dollars américains et durera dix ans. Dans sa phase de lancement, le PAIP intervient au niveau de trois départements: le Nord-Est, le Nord-Ouest et le Haut Plateau Central.

- La World Vision a initié un programme spécial pour venir en aide aux familles les plus défavorisées des communes frappées par la sécheresse dans le Plateau Central. Ce programme, d'une durée de quatre mois, financé par le PAM et l'USAID vise à satisfaire les besoins de près de 6 000 familles grâce à un apport de 1 432 tm d'aliments et la distribution de 126 tm de semences.